

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

La Commune

n° 115

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe Internationale)*

Mars 2017
2,50 €

Pour un Parti des Travailleurs

**Un VRAI travail
Un VRAI salaire**

**ABOLITION
DU TRAVAIL
PRECAIRE** !

www.lacommune.org

La France insoumise et le travail précaire *lire p. 6*

Dossier : Pourquoi militer avec La Commune ? *lire pp. 8 et 9*

L'apartheid sioniste appliqué à la justice *lire p. 12*

L'actualité en quelques brèves

Le FN aux portes du pouvoir ? Vraiment ?

D'après les politiciens en campagne et leurs chiens de garde médiatiques, le FN va arriver au pouvoir si l'on n'y prend garde. Précisons que « y prendre garde », c'est surtout ne pas s'abstenir et voter pour eux de préférence. Donc aujourd'hui c'est sûr et certain, Marine va être élue si TU ne vas pas voter ! Sous-entendu, le FN obtiendra par la suite haut la main les 289 députés nécessaires au pilotage de l'épave qu'est la V^e République... Au risque de décevoir ceux qui y croient, le FN ne restera jamais qu'une boutique familiale et artisanale spécialisée dans le siphonage de fonds publics versés au prorata des résultats électifs.

Depuis les municipales de 2014, pas moins de 400 élus FN sur 1500 (28%) ont démissionné et déchiré leur carte. La « maison Le Pen » se vautre allègrement dans la magouille locale et le clientélisme. Un ex-deuxième adjoint à Marseille se lamente : « J'étais rentré au FN parce que c'était « tête haute, mains propres ». Deux ans m'ont suffi pour comprendre que c'était le contraire: tête basse, mains sales »¹.

France insoumise – Par ici la bonne soupe !

Devinette : Qui va recevoir 1,60 € par voix et par an les cinq prochaines années ?

La France insoumise ! En effet, la FI est bel et bien un parti politique déclaré. Le Journal Officiel nous le dit : « [...] l'Association de financement de la formation politique La France insoumise inscrite au registre national des associations sous la référence W913007622, dont le siège social est situé : 6 bis, rue des Anglais, 91300 Massy, est agréée en qualité d'association de financement du parti politique La France insoumise [...] »².

Pour bénéficier de ce petit pécule, il suffira à la ménchonie de se présenter dans au moins 50 circonscriptions et d'y recueillir plus de 1 % des suffrages aux prochaines législatives. Autant dire que c'est du tout cuit.

Seconde devinette : Pensez-vous qu'il y aura beaucoup d'accords électoraux avec la FI ?



Contrôle au faciès

Mediapart a récemment révélé un mémo rédigé au nom de « l'agent judiciaire de l'État »³.

Pour résumer, l'État assume et légitime les contrôles au faciès. Par exemple, il trouve logique de contrôler principalement les noirs et les arabes puisque susceptibles d'être étrangers et donc sans papiers potentiels. Joli bilan pour le candidat Hollande de 2012 qui avait fait de la lutte contre les contrôles au faciès une priorité...

Rappelons que la jurisprudence, qu'elle soit française où internationale, n'autorise les contrôles d'identité que dans les cas de comportements suspects.

Violences policières de l'État

Le « Défenseur des droits » est une institution de l'État, indépendante, qui peut être saisie par toute personne qui estime que ses droits sont bafoués par une administration ou qu'il est victime de discrimination. Cet organisme est incarné par le chiraquien Jacques Toubon depuis juillet 2014. Concernant les violences policières, l'affaire Théo ne semble faire partie que de la partie émergée de l'iceberg, puisque le Défenseur des droits a été saisi plus de 1200 fois en 2016 contre 910 en 2015. Tiens... l'état d'urgence serait-il passé par là ?

Loi El Khomri, elle arrive !

« Obliger les salariés à travailler plus sans gagner plus, et licencier ceux qui refusent. Voilà en substance ce que permettent les accords de préservation et de développement de l'emploi, instaurés par la loi Travail. »⁴

Une avocate conseil aux entreprises s'épanche dans *l'Express*. Elle y loue les dispositifs de la loi travail, qui vont favoriser la « compétitivité » de ses clients, qui n'ont même pas besoin de connaître de difficultés économiques pour les appliquer. Petit rappel : la compétitivité, c'est le nom sportif donné à la baisse des salaires. Le coup de pouce de la loi : la légalisation du chantage au licenciement pour y arriver. Chapeau bas...

Violences policières + Loi El Khomri = état d'exception

La brutalité policière de Hollande-Valls-Cazeneuve est toujours d'actualité. Un vidéaste de 38 ans est passible d'emprisonnement alors qu'il était venu en aide à des manifestants arrêtés illégalement par les CRS⁵. Cela se passait le 5 juillet 2016 lors d'une manifestation d'opposants au 49-3 (loi El Khomri). Lui nie les faits ; les policiers, eux, n'y vont pas avec le dos de la cuiller, puisqu'ils l'accusent de rébellion, « outrage par crachat » et même menaces de mort. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons pas les résultats du délinquance.

Jérôme Lefaure,
7 mars 2017

1. Society, 2 au 15 mars 2017
2. JORF n°0028 du 2 février 2017, texte n° 77
3. <https://www.mediapart.fr/journal/france/250216/l-etat-justifie-les-controles-au-facies>
4. http://lentreprise.lexpress.fr/rh-management/droit-travail/competitivite-les-accords-mena-cants-de-la-loi-travail-arrive_1885197.html
5. <http://www.humanite.fr/inculpes-du-49-3-les-proces-continuent-contre-les-opposants-la-loi-travail-631833>

Éditorial

SOMMAIRE

Pages

• Bloc notes.....	2
• Editorial.....	3
• Chronique d'une chute de régime..	4
• Mélenchon et son programme.....	6
• Réfugiés.....	7
• Dossier du mois.....	8
• Argentine.....	10
• État espagnol.....	11
• Palestine.....	12
• Tract hôpitaux.....	13
• Histoire : février 1917.....	14
• Théorie-Formation.....	15

V^e République : la mort en direct

Jusqu'ici, les élections présidentielles permettaient aux classes dirigeantes de juguler leur crise de domination et de représentation politique. Un clou chassait l'autre et en haut lieu, on feignait de croire à un nouveau départ. Ainsi, en 2012, la « victoire » de Hollande n'était pas assurée d'avance mais prévisible. Cette fois-ci, nul ne sait si le candidat de la droite pourra « tenir » jusqu'au bout. Bien malin qui pourrait prédire quelle sera la situation à la veille du premier tour.

Le dernier gouvernement de Hollande expédie les affaires courantes, à la matraque, en empêchant les manifestations, en emprisonnant de simples manifestants, en déchaînant sa violence policière. Ce gouvernement a levé le « tabou » des « droits de l'Homme ». Les prétendants au trône républicain sont silencieux face à la dernière sale besogne de Hollande. Cette sale besogne qui permet au maire de Calais de prendre un arrêté interdisant aux habitants de donner à manger aux migrants. Là encore, silence radio chez les Macron, Hamon, Mélenchon qui ne jurent pourtant que par « l'État de droit ».

Totalement décomplexés, les chiens de garde écrivent : « *Si le pays grincheux qu'est la France élit UN ROI de 39 ans, l'image de notre pays changera soudainement* ». Alain Minc, dixit.

21 000 personnes sont mortes de la grippe cet hiver, selon les sources officielles ¹. Une telle catastrophe sanitaire aurait soulevé un tollé, il n'y a guère. L'annonce des 15 000 morts de la canicule en 2003 avait provoqué la démission du ministre de la Santé. Qu'à cela ne tienne, la ministre Touraine se bat pour son objectif : suppression de 22 000 emplois et de 16 000 lits en 2017. Elle feindra de s'étonner et de verser une larme de pitié lorsqu'elle apprendra que ce mercredi 7 mars, une infirmière s'est pendue à l'Hôpital Cochin.

Ce mercredi 7 mars, des dizaines de milliers, étudiants et salariés du secteur hospitalier parvenaient dans la rue à briser le silence électoral. Ainsi, pendant qu'en haut « on ne peut plus », en bas « on ne veut plus ».

Cette manifestation s'inscrit dans la chaîne des actions de classe et de masse qui préparent le rassemblement au grand jour de tous les exploités et opprimés contre les capitalistes, les banquiers et leurs représentants, pour la victoire des revendications vitales et des droits fondamentaux. La mort en direct de la V^e République en ouvre la brèche.

8 mars 2017

1. Voir notre tract p. 13

ABONNEMENT

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal, ville :

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

ADIDO

8, rue de la Forêt Noire
34 080 MONTPELLIER

Dernière minute

Dans la nuit de vendredi 10 à samedi 11 mars, Édouard, 42 ans, s'est jeté sous un train. Ce cheminot syndicaliste (délégué SUD-Rail) venait de subir une mutation disciplinaire arbitraire de la part des hommes de main de la politique criminelle de la direction SNCF et du gouvernement (management infernal, répression anti-syndicale, destruction des emplois). « *Un conseil de discipline l'avait condamné à un dernier avertissement avant licenciement, avec 12 jours de mise à pied et à un déplacement disciplinaire pour avoir eu un « regard menaçant » envers son directeur* » a indiqué son syndicat.

Chronique d'une chute de régime

« Le rendez-vous manqué »*

Le caractère extravagant de cette campagne présidentielle concentre tous les aspects de la crise de régime, de la crise des partis, de la crise de représentation, qui marquent la situation politique. Tout s'accélère sous la pression de la lutte des classes. Les grèves et manifestations du printemps 2016 pour l'abrogation de la loi El Khomri ont marqué un tournant majeur dans cette situation, en ceci qu'elles en façonnent le contexte politique actuel.

Régime anti-démocratique par définition, la V^e République a été conçue par De Gaulle pour domestiquer et mettre au pas la classe ouvrière, intégrer les syndicats à l'Etat et liquider le mouvement ouvrier et démocratique. Dès l'origine, la « V^eme » s'est dotée d'une formation de combat, le parti gaulliste, dont la dernière appellation contrôlée est le parti LR. A sa tête, François Fillon, béni par la « primaire de la droite et du centre », est passé du statut de prochain président de la République à celui de voyou assisté. Ici, un rappel chronologique s'impose.

25 janvier 2017 : *Le Canard enchaîné* révèle que Pénélope Fillon a perçu 500 000 euros en tant qu'attachée parlementaire sans que la réalité de son travail soit prouvée. Emploi fictif ? François Fillon dénonce l'ouverture de « la séquence des boules puantes » et se dit « scandalisé par le mépris et la misogynie » de l'article. Il demande à être reçu « dans les plus brefs délais par les enquêteurs », pour « rétablir la vérité », par le *Parquet National Financier (PNF)* qui ouvre une enquête préliminaire sur ce « dossier ».



François Fillon sur TF1

26 janvier : Invité du 20 heures de TF1, Fillon déclare qu'il renoncerait à la présidentielle s'il était « mis en examen ». il assure que Pénélope travaille pour lui « depuis toujours ». Les enfants Fillon ont aussi été embauchés par leur père : Marie touche 57 000 euros en 15 mois, Charles, 26 500 euros en six mois comme « avocats ».



Un « Coup d'État Institutionnel » ?

1^{er} février : Les compteurs s'affolent. *Le Canard enchaîné* révèle que ce sont désormais 920 000 euros qu'auraient perçu Pénélope et les enfants... Fillon demande à ses soutiens de « tenir 15 jours » le temps que le *PNF* mène ses investigations. Fillon dénonce un « coup d'État institutionnel » contre sa candidature et accuse « la gauche » et « le pouvoir » d'en être les initiateurs. Fillon dégringole dans les sondages (moins 5 à 6 points entre janvier et février). De plus, Fillon aurait perçu plus de 750 000 euros de salaires et de bénéfices de sa société *2F-Conseil* entre juin 2012 et décembre 2015.

2 février : le *PNF* étend son enquête aux emplois fictifs des deux enfants Fillon. « Je n'ai jamais été son assistante ou quoi que ce soit de ce genre ». « Je ne m'occupe pas de sa communication », avait déclaré Pénélope Fillon au cours d'une interview au *Daily Telegraph* en 2007 rediffusée par *Envoyé Spécial*.

6 février : Conférence de presse de Fillon. Il « présente ses excuses aux Français » et reconnaît une « erreur ».

Revenant sur la diffusion de l'interview au *Daily Telegraph*, il déclare que son épouse « n'a pas été assistante à l'insu de son plein gré »...

7 février : Selon *Le Canard enchaîné*, Pénélope Fillon aurait perçu 45 000 euros d'indemnités de licenciements versées en deux fois (2002 et 2013).

Victime d'un « tribunal médiatique » ?

11 février : Fillon se dit être victime d'un « tribunal médiatique ». Les affaires sont des prétextes pour le « lyncher » et « l'assassiner politiquement ». Réaction de Dominique Bussereau : « Je ne crois pas au complot et aux officines. Je crois que les journalistes font leur travail ». Pour Jean-Christophe Lagarde, président de l'*UDI* : « La presse fait son travail et je ne pense pas qu'il y ait un complot ».

15 février : Pour François Bayrou, président du *MoDEM*, « la séparation des pouvoirs, ce n'est pas la protection des abus ni la dissimulation des dérives. » « Comment faire une campagne électorale dont tout l'axe était de demander des sacrifices aux gens, de faire travailler davantage les salariés et les fonctionnaires sans les payer davantage, de s'émouvoir qu'on puisse accumuler un certain nombre d'allocations, s'indigner de ce qu'il y avait des gens qui recevaient des aides alors qu'ils ne travaillaient pas. Cette campagne est, à mes yeux, impossible à faire. »

16 février : Dans un communiqué de presse (fait très rare), le *PNF* annonce que : « les nombreux éléments déjà recueillis ne permettent pas d'envisager, en l'état, un classement sans suite de la procédure » visant les époux Fillon et leurs enfants. Fillon dénonce « un acte de communication qui nourrit le feuilleton médiatique ». « Il n'y a rien de nouveau, ni poursuite ni mise en examen ». Via sa société *2F Conseil*, Fillon aurait perçu entre 2013 et 2016 de 140 000 à

Chronique d'une chute de régime

210 000 euros pour des interventions au cours de « colloques » à l'étranger (Kazakhstan, Pologne, Espagne, Emirats arabes unis, Maroc...).

18 février : Pour Henri Guaino, « Ce n'est pas raisonnable de persévérer dans une campagne qu'il est impossible de conduire. C'est une folie pour la droite, un mauvais coup porté aux institutions, l'assurance que le rendez-vous de la présidentielle est manqué. »



Henri Guaino

22 février : François Bayrou annonce son ralliement à Emmanuel Macron.

24 février : Le PNF ouvre une information judiciaire.

Un « assassinat politique » ?

26 février : Pour Fillon, le gouvernement laisse se développer « un climat de guerre civile ».

1^{er} mars : Fillon annule sa visite au Salon de l'agriculture et annonce sa convocation le 15 mars devant un juge, en vue d'une éventuelle mise en examen. Fillon persiste : « Je ne céderai pas, je ne me rendrai pas, je ne me retirai pas ». Et de fulminer : « C'est un assassinat politique. Ce n'est pas moi seulement qu'on assassine, c'est l'élection présidentielle. Je me rendrai à la convocation des juges. C'est au peuple français que je m'en remets. C'est la démocratie qui est défiée ». Fillon appelle à un rassemblement du « peuple français » au Trocadéro le 5 mars. Bruno Le Maire démissionne de l'équipe de campagne de Fillon et déclare : « Je crois au respect de la parole donnée. Elle est indispensable à la crédibilité de la politique », rappelant l'engagement de retrait en cas de « mise en examen ». Le premier président et le procureur général de la Cour de cassation réagissent dans un communiqué de presse commun aux accusations lancées par Fillon. Ils

dénoncent des « reproches outranciers » et réaffirment que les magistrats « suivent leur rythme en toute indépendance ». Jean-Christophe Lagarde annonce que l'UDI suspend sa participation à la campagne de Fillon. Pour Mélenchon : « Ça me fait presque de la peine pour mes compatriotes qui auraient le droit d'avoir un candidat qui puisse être présentable ». « C'est l'élection la plus importante de notre pays et nous voici tous suspendus au sort de quelqu'un qui sait par avance qu'il va être mis en examen. »

Un « compteur des lâcheurs de Fillon »

2 mars : Gilles Boyer, trésorier de la campagne de François Fillon présente sa démission. Les maires de droite de Mulhouse, Nancy, Saint-Etienne, Reims, appellent au retrait de la candidature de Fillon.

3 mars : Patrick Stefanini, directeur de la campagne de François Fillon, annonce sa démission, suivi de Thierry Solère, organisateur de la « primaire de la droite et du centre » et porte-parole de Fillon.

Un « compteur des lâcheurs de Fillon » a été ouvert par Libération le 2 mars. Au total, 296 « lâcheurs » sont identifiés (ce 9 mars) dont : Patrick Stefanini, Bruno Lemaire, Yves Jégo, Benoît Apparu, Alain Lamassoure, Pierre Lellouche, Catherine Vautrin, Georges Fenech, Renaud Muselier, Nadine Morano, etc. Ils soutiennent Fillon : Bruno Retailleau, Jean-Pierre Raffarin, Eric Ciotti, Brice Hortefeux, François Baroin, Laurent Wauquiez, Hervé Morin, Nathalie Kosciusko-Morizet, Jean-François Copé...

Pour Nicolas Sarkozy : « Cela ne peut pas durer comme ça ».



Patrick Stefanini

L'UDI retire son soutien à Fillon et demande aux Républicains de « changer de candidat ». Fillon appelle ses partisans à participer à la manifestation du Trocadéro pour « résister ».

4 mars : Fillon en meeting à Aubervilliers : « N'abdiquez pas, ne renoncez



jamais ! » « On veut vous intimider. On s'attaque à moi. Mais à travers moi, ce qu'on cherche à abattre, c'est le redressement national ». Perquisition du château du couple Fillon dans la Sarthe.

5 mars : Manifestation au Trocadéro. Christian Estrosi, Xavier Bertrand, Jean-Frédéric Poisson, président du PCD (Parti chrétien démocrate) ne participent pas au rassemblement : « On ne fait pas campagne contre les juges » résume Poisson.

6 mars : Juppé déclare au cours de sa conférence de presse : « Je ne serai pas candidat à la présidence de la République », « il est trop tard », François Fillon est dans une « impasse ». Après la défection finale de Juppé, telles des poules, les « lâcheurs » retournent au poulailler, dare-dare, en rase campagne, toute honte bue. Le comité politique LR renouvelle « à l'unanimité son soutien » à Fillon. Gérard Larcher assure : « la droite est derrière François Fillon ».

7 mars : D'après Le Canard enchaîné, François Fillon a reçu un prêt (non déclaré) de 50 000 euros de la part de son ami Marc Ladreit de Lacharrière.

Le parti LR est pulvérisé sous nos yeux. Au même moment, le PS est en état de choc cérébral. De ce chaos au sommet, émerge la candidature Macron, propulsée par le capital financier qui avait au départ misé sur Juppé. La décomposition complète du PS et du PCF accouche de deux « rassemblements » en toc : En Marche (derrière Macron) d'une part et France Insoumise (derrière Mélenchon), d'autre part. Tous tentent de sauver ce qui peut l'être de ce régime qui s'effondre, sous les coups de béliers de la résistance et de la colère des classes populaires.

Wladimir Susanj,
11 mars 2017

* Formule employée par Henri Guaino

Le programme « social » de Mélenchon

La France insoumise et le travail précaire

Est-ce « trop revendiquer » que d'exiger, pour tous, un vrai travail- un vrai salaire et, par là même l'abolition du travail précaire ? Pour la FI (France insoumise), cette question ne se pose pas. Son programme se vante d'éradiquer le travail précaire. A la bonne heure ! Hélas, le produit qui est à l'intérieur de cet emballage ne correspond pas à cette belle étiquette. En effet, les mesures de la FI militent pour une « bonne » précarité, des « bonnes missions » et un « bon » service national obligatoire. Décryptage.

Le CDI doit être la « norme », assure la FI. Mais cette jolie « norme » n'empêche pas la FI de revendiquer un « *quota maximum de contrats précaires de 10% dans les PME et de 5% dans les grandes entreprises* ». Ce qui revient, non à éradiquer mais à pérenniser le travail précaire, sous toutes ses formes. Mais nous n'avons là qu'un avant-goût des idées mélenchoniennes en la matière.

Un vrai travail, pas des « missions » !

Avec l'art consommé de paver l'enfer des plus belles intentions insoumises du monde, la FI revendique un « droit opposable à l'emploi » pour les chômeurs de longue durée. Faut-il vous l'envelopper ? Développons : l'État devra, « *en dernier ressort, proposer un emploi au chômeur en lien avec sa qualification, sur une mission d'intérêt général... Si l'État ne peut pas garantir un tel emploi, l'indemnisation par l'allocation-chômage se poursuit jusqu'à ce qu'un tel emploi soit proposé.* ». Comment comprendre ? Un chômeur devra accepter une mission, par définition temporaire, dans la fonction publique, par exemple. Dans la vraie vie, nous savons de quoi il en retourne : lorsque des postes sont supprimés, des entreprises comme la SNCF ventilent les tâches de ces postes à des « alternants » taillables et corvéables à merci. C'est cela les « missions » : une machine à refouler les emplois réels et à générer du travail en miettes, polyvalent de préférence. Evidemment, la FI se garde bien de nous dire ce qu'il advient du chômeur qui aurait l'outrecuidante « insoumission » de refuser ce genre de mission. La radiation, bien sûr ! Eh oui, comme disait Aubry « *quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup* ».

Chassez le naturel...

« *L'avenir en commun* » que la FI dessine pour la jeunesse est une galère infernale. La FI revendique : « *Remplacer les « emplois d'avenir » par un*



« *contrat jeune* » d'une durée de cinq ans, dans le secteur non marchand et public, ouvrant droit à une formation qualifiante en alternance ou à une préparation aux concours de la fonction publique. ». Chassez le naturel, il revient au galop : JLM n'a en rien rompu avec son « *exercice de l'Etat* » quand il était ministre de Jospin : il avait alors poussé à fond les feux de l'alternance Ecole-Entreprise et ce fut tout bénéf pour le Medef. Le CDI n'est donc pas « la norme » pour les jeunes qui devront endosser à leur tour des missions éparées. Ce qui sera propice aux suppressions de postes statutaires puisqu'il existe les « missions » et les « contrats jeunes » qui y pallient ! Le droit à un vrai travail, en CDI pour les jeunes est piétiné sauvagement par la FI.

Des insoumis qui veulent embrigader

Mais, pour les jeunes, il y a aussi le volet embrigadement. La FI veut : « *Créer un service citoyen obligatoire (...) D'une durée totale de neuf mois, comprenant une formation militaire initiale incluant un droit à l'objection de conscience. Rémunéré au smic. Affecté à des tâches d'intérêt général: secours à la population, sapeurs-pompiers, sécurité publique, défense, sécurité civile, protection et réparation de l'environnement, appui à des associations labellisées d'intérêt général ; Comprendre un bilan de santé, une évaluation des capacités d'écriture, lecture et calcul avec leur éventuelle mise à niveau, la formation gratuite à la conduite et l'examen du permis de conduire* »

Neuf mois de servitude, donc. Avec là encore, des tâches d'intérêt général, telle la réparation de l'environnement qui va empiéter sur des métiers liés à l'architecture paysagiste, à l'entretien des espaces verts et forêts. Avec le bourrage de crâne militaire, en prime. Drôles d'insoumis, non ?

Remplacer la main d'œuvre stable par une main d'œuvre corvéable

Ainsi même, le programme « neuf » de la FI s'inscrit dans une vieille trame, tissée depuis 40 ans : remplacer la main d'œuvre qualifiée, dotée d'un métier, en fixe et à plein temps par un volant de main d'œuvre affecté à des missions, des « *travaux d'intérêts généraux* », privée de CDI, polyvalente à souhait ; taillable et corvéable à merci. Cela porte un nom, cela s'appelle : la régression sociale.

Entendons-nous bien : nous ne donnons pas de consigne de vote, nous ne contestons pas la candidature de JLM, nous ne lui supplions pas de s'unir avec Hamon, nous ne l'accusons pas de « faire le jeu de ». En revanche, nous militons contre la prétention de la FI de vouloir soumettre le mouvement ouvrier et démocratique à sa politique de collaboration de classe. Nous militons pour l'abolition du travail précaire et donc contre toute proposition ou mesure de travail précaire.

(A suivre)

Pierre-Yves Chiron,
8 mars 2017

Dans le prochain numéro :
La FI et la sécu – la FI et la SNCF. Etc
Sources :

L'avenir en commun – programme adopté par la Convention nationale de la France insoumise- Le 16 octobre 2016,
<https://laec.fr/sommaire>

Réfugiés et aide bénévole

Les gardes-frontières de *La Sociale* *

Pour mémoire, Jacques Cotta est réalisateur de télévision et Denis Collin, professeur de philosophie. Ce sont aussi des polémistes. Ensemble, ils animent le site La Sociale, au titre prometteur. Mais son contenu nous corrige bien vite. L'encre qui y est déversée est islamophobe¹ et chauvine. Et lorsque ces deux compères abordent la question des réfugiés, nous réalisons bien vite que nous avons affaire à des gardes-frontières.

Monsieur Collin aime à s'abriter derrière des « principes politiques ». Pour lui, il ne serait être question de « refouler » les réfugiés ou « immigrants ». Féru de philosophie, il glose : « *Le droit cosmopolitique kantien exige seulement « l'universelle hospitalité » laquelle consiste à traiter tout homme qui se présente à la frontière comme un humain et non comme un ennemi* ». Mais - car il y a toujours un mais chez ces bons apôtres - « *sans que cette hospitalité soit un droit pour l'immigrant* ». En fait, nous n'avions pas bien lu les lignes qui précèdent : « *la souveraineté nationale suppose que chaque nation ait le droit de décider qui elle accueille sur son territoire* ».

La Sociale, fabrique de parias

Ainsi, à la faveur des principes politiques du professeur Denis Collin, les « immigrants » ne seront pas chassés mais ils n'auront aucun « droit à l'hospitalité ». Ce qui veut dire, dans un langage plus simple : pas de papiers, pas de régularisation pour ceux dont la demande d'asile est rejetée.

Ce palier étant franchi, il peut avoir les coudées plus franches et relayer un discours mille fois ressassé par les xénophobes en tout genre (lui, bien sûr, n'est pas xénophobe, mais ...)

« *Il est également clair que la classe dominante – qui n'accueillera pas un seul migrant dans ses hôtels particuliers et ses villas de luxe – voit d'un bon œil ces « flux migratoires ».* Le patronat allemand n'en avait pas fait mystère et le PDG d'Airbus Industrie vient de déclarer qu'il faut assouplir le code du travail pour intégrer mieux les migrants ! » (Il ajoute, comme pour se couvrir : « *Dresser les ouvriers français contre plus malheureux qu'eux, c'est une bonne vieille stratégie, souvent utilisée pour remplir les poches des actionnaires.* »). Eh oui, privés du « droit à l'hospitalité », privés de la carte de résident, ils ne peuvent accéder aux mêmes droits, garantie et salaire que les salariés qui sont « sur place ». Ils pour-



Cédric Herrou

ront servir de bouc-émissaires, en restant des parias.

Vœu pieu d'un philosophe bien rangé

Collin lâche alors : « *La seule solution à terme est que ces femmes, ces enfants, ces hommes puissent vraiment retourner chez eux, c'est-à-dire que le pays redevenue vivable* ». Un vœu pieu puisqu'il admet lui-même : « *la responsabilité majeure repose sur les grandes puissances, la prétendue « communauté internationale » qui se révèle une fois de plus comme une « caverne des brigands ».* Ils organisent le chaos et se lavent les mains des conséquences. »

« *C'est une affaire qui ne doit être laissée ni aux « no border », ni aux exploiters de la haine et de la xénophobie* » conclut-il. Pour notre part, nous ne laisserions en aucun cas le sort des réfugiés entre les mains de contorsionnistes chauvins dans son genre.

Cotta « légitime » la répression

Du côté de Cotta, les choses se gâtent tout autant : « *Sentant les limites objectives de l'aide humanitaire qu'ils apportent –accueil, hébergement notamment– des bénévoles ont décidé de réquisitionner un centre de vacances désaffecté. L'expérience aura duré moins de 48 heures, le temps pour les gendarmes d'évacuer les lieux et d'interpeller quatre bénévoles présents au milieu des migrants. L'application de la*

loi tout compte fait légitime (notamment concernant un local sans sanitaire) n'a en l'espèce pas pris beaucoup de temps. »

Rappelons les faits : « *La justice reproche à Cédric Herrou l'installation, en octobre 2016, sans autorisation, d'une cinquantaine d'Erythréens dans un centre de vacances SNCF désaffecté, à Saint-Dalmas-de-Tende. L'occupation de ce centre, dénoncée avec force par les élus locaux Les Républicains, avait pris fin avec l'intervention des forces de l'ordre au bout de trois jours.* »²

Sans prononcer son nom, Cotta parlait de Cédric Herrou, condamné quelques semaines après son article par la justice pour délit d'hospitalité, c'est-à-dire pour avoir appliqué le « *droit cosmopolitique kantien* » !!!! Cotta avait donc approuvé l'évacuation des locaux et l'interpellation des bénévoles. A gherber !

Nous sommes pour notre part du côté de Cédric Herrou et des bénévoles et non du côté des matraques et des plumitifs qui les légitiment, qui plus est, au nom de *La Sociale* qu'ils souillent de leur chauvinisme. Nous sommes du côté de toutes et ceux qui aident les réfugiés et non du côté de ces gardes-frontières bien logés et bien nourris.

**Luciano Menzi,
28 février 2017**

* *La Sociale* : « *Analyses et débats pour le renouveau d'une pensée de l'émancipation* » <http://la-sociale.viabloga.com/>

1. Voir sur notre site www.lacommune.org

2. <http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/01/04/...>

Sources :

Jacques Cotta :

<http://la-sociale.viabloga.com/news/migrants-refugiés-urgence-humanitaire-la-charite-ne-regle-malheureusement-rien-la-solution-sera-politique-ou-ne-sera-pas> Jeudi 03/11/2016

Denis Collin :

<http://la-sociale.viabloga.com/news/principes-politiques-et-crisis-migratoires> Vendredi 04/11/2016

Dossier du mois

Pourquoi militer avec La Commune ?

Notre journal La Commune paraît depuis bientôt vingt-cinq ans. Notre site web met à la disposition de tous quinze années d'archives (articles – documentation - lettres d'information - tribunes libres). Il est confectionné par des militants et cherche à s'adresser au plus grand nombre, bien au-delà des « initiés ». Notre journal est l'expression d'une lutte vivante pour un nouveau parti ouvrier. Ce nouveau parti est rendu nécessaire par la décomposition du PS et du PCF. Nous vous proposons de vous joindre à cette lutte, avec La Commune.

Nous sommes une petite organisation. Nous ne sommes pas pourtant un petit groupe isolé car nous faisons partie de quelque chose de grand : le courant international impulsé par Le Mouvement Socialiste des Travailleurs d'Argentine qui organise des milliers de militants ouvriers et jeunes, avec Marea Socialista du Venezuela qui est un parti de masse et d'autres organisations qui se construisent dans des conditions très difficiles, en Biélorussie, notamment.

Le PS et le PCF, demi cadavres

Le Parti socialiste et le Parti communiste sont deux « demi-cadavres politiques ». Ils paient le prix de leur politique qui tourne le dos à la défense des intérêts vitaux de la population travailleuse et pauvre. Leurs grands écarts respectifs ne masquent plus la réalité de leur politique, qu'ils se soient placés au sein du gouvernement ou en dehors. La population laborieuse aspire à des porte-parole sincères qui disent ce qu'ils font et font ce qu'ils disent.



La crise du pouvoir

La crise politique actuelle est la crise du pouvoir. Cette crise qui frappe le gouvernement, les partis traditionnels et les institutions s'aggrave à mesure que ces gouvernants, partis et institutions se coupent de la population et se dressent contre ses besoins et droits fondamentaux. Pour y parer, les uns et les autres tentent de faire valoir des solutions de replâtrage pour sauver l'ordre établi : sixième République, « mouvements » qui « transcendent » les partis politiques, renégociation des traités de l'Union européenne (dans le plus style « retenez moi ou je fais un malheur »), « nouveau compromis entre le Capital et le Travail », « révolution dans les urnes ». Etc.

La crise sociale

Pendant ce temps, il manque de lits dans les hôpitaux ; les transports urbains sont désorganisés ; les expulsions de logement augmentent en flèche ; les violences policières barbares de l'État deviennent « un fait de société » ; de simples manifestants et syndicalistes sont traînés devant les tribunaux ou jetés en prison, tandis que la corruption au sommet et dans les allées ou contre-allées du pouvoir est devenue un « usage ». A l'autre pôle, c'est la généralisation du travail précaire, les embauches quasi systématiques en CDD, l'application de la loi scélérate El Khomri. Cette situation de crise sociale en bas et de crise politique au sommet forme un cocktail explosif.



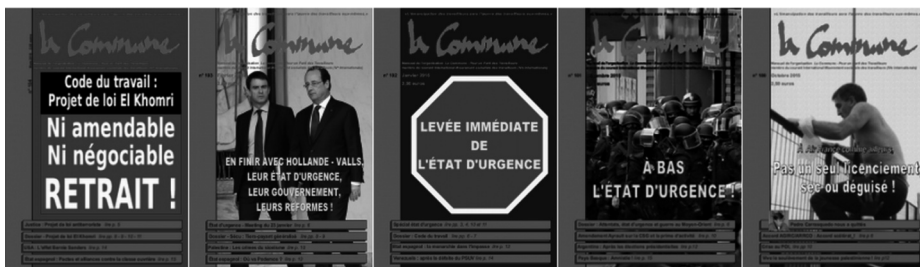
Elle rejette ceux qui, un jour, disent « mon ennemi, c'est la finance » pour ensuite pactiser avec elle et prendre en charge la feuille de route du MEDEF et de l'Union Européenne. Postures et impostures n'ont que trop duré. De nombreux salariés ressentent le besoin d'un parti qui les aide à compter d'abord sur leurs propres forces pour faire triompher leurs revendications vitales.

Tous les « leaders » et « prétendants » se disent « antisystème » ou « en dehors du système » car ils ont honte du système qui les a fabriqués, ils ne peuvent plus l'assumer ouvertement. Ils prennent le masque de « rebelles » ou « d'insoumis ». Dans un contexte douloureux pour la majorité sociale de ce pays, ils nous vantent leur plan A, leur plan B, leur chiffre économique et les méthodes qui consistent à « déshabiller Pierre pour habiller Paul ».

A qui profitent le racisme, la xénophobie et le racisme d'État ?

Dans le même temps, les gouvernants ont tout fait, en particulier ces cinq dernières années, pour distiller le venin du racisme et de l'islamophobie, pour tenter de diviser entre elles les victimes de leurs décisions anti-sociales, par la manipulation sadique des tueries barbares de janvier 2015, de novembre 2015 et de juillet 2016. Tout en tenant des discours humanitaires, les mêmes ont créé des conditions de vies immondes pour la plupart des réfugiés et des étrangers. Ils ont mis en place tout un arsenal juridique anti-immigrés en vue de créer une concurrence artificielle entre salariés de différentes nationalités, de différentes « croyances », pour les opposer les uns aux autres. Ce racisme institutionnel et fondamentalement anti-

Dossier du mois



laïque est pain béni pour les capitalistes et les banquiers. L'expérience historique le montre : les attaques contre les étrangers et les dites « minorités » préparent les attaques contre nous tous.

Pour un parti de la défense des conquêtes sociales

Nous militons donc pour un parti de la défense de toutes les conquêtes sociales décisives (Sécurité sociale des origines assise sur les salaires, ni budgétisable, ni fiscalisable, ni étatisable ni privatisable – retraite à taux plein à 60 ans sur la base de 37,5 années de cotisation – refus du nivellement par le bas des régimes de retraite - un seul contrat de travail : le CDI – interdiction du travail précaire sous toutes ses formes). Nous militons pour le parti de la défense du monopole SNCF sur les chemins de fer, de la Poste sur le courrier et d'EDF GDF sur l'énergie. Nous militons pour le parti de l'abrogation de toutes les « réformes » (contre-réformes, en réalité) anti ouvrières produites par le régime de la V^e République. Nous militons pour le parti de la défense des droits démocratiques et sociaux des femmes (égalité des salaires, crèches accessibles à toutes les familles, maternités de proximité, interdiction du travail de nuit des femmes, droit à l'avortement libre et remboursé par la sécurité sociale, etc).

Quelle stratégie pour faire triompher les besoins sociaux ?

Nous militons pour le parti de l'émancipation sociale, qui aide les travailleurs à s'émanciper par eux-mêmes face à toutes les forces qui veulent mettre sous tutelle le mouvement ouvrier et démocratique. Nous voulons un parti antibureaucratique qui n'ait pas d'intérêt distinct de l'intérêt de l'ensemble des salariés, des jeunes et de leurs familles. Nous voulons un parti de lutte de classes. Un parti dont la stratégie est simple : la mobilisation des masses au

tour des revendications vitales comme préparation à la prise du pouvoir par les travailleurs ; la préparation de la grève générale pour renverser la domination capitaliste, la dictature des taux de profit qui détruit l'économie vivante et orienter l'économie vers la satisfaction des besoins sociaux.

Ce qui permettra d'aller vers un système où chacun travaillera selon ses capacités et chacun recevra selon ses besoins, c'est-à-dire une société où « l'épanouissement de chacun sera la condition de l'épanouissement de tous », tous pour un et un pour tous dans une société fraternelle. La véritable utopie, c'est la croyance dans la capacité du capitalisme à surmonter ses crises, autrement que par les guerres et les déchaînements de la barbarie.

Pour l'unité mondiale des travailleurs et des peuples

Nous militons donc pour l'unité mondiale des travailleurs et des peuples, contre l'impérialisme, pour le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, pour en finir avec la famine, les génocides, pour briser les chaînes de l'exploitation et de l'oppression.

Concrètement, cela signifie : unité contre le FMI et pour l'annulation de la dette qui écrase les peuples, unité contre l'Union « européenne », sa BCE, ses institutions, ses traités et ses directives, unité contre Trump-Poutine et leurs « gourdis » (Erdogan, El-Assad et État sioniste, monarchies saoudiennes et qataris, etc), unité anti-guerre.

Pour l'abolition du travail précaire et l'arrêt de tous les licenciements

Nous le savons : aucune pétition de grands principes, aucune contestation même très radicale du « système » ne remplacera les efforts nécessaires, ici et maintenant, pour « UN VRAI TRAVAIL, UN VRAI SALAIRE, UN VRAI TOIT » pour « LE CDI POUR TOUS » et l'ABOLITION DU TRAVAIL PRECAIRE qui est une régression sociale vers l'esclavage dans tous les cas de figure.

Notre attention porte notamment sur la jeunesse vouée à « l'alternance », aux « contrats d'avenir » sans avenir et autre formules de la déchéance, de la déqualification.

C'est cette bataille qu'engagerait sans plus attendre un parti des travailleurs digne de ce nom. C'est dans cette direction que tendent nos efforts. De même que nous cherchons à encourager le combat des travailleurs hospitaliers pour l'annulation de toutes les suppressions de poste et de lit, toutes les fusions et réorganisations qui désorganisent la vie des soignants, personnels techniques et mettent en danger la vie des patients.

C'est avec cette même détermination que nous mettons en avant l'exigence « Pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste dans ce pays ». Là encore, nous insistons : abrogation de la loi El Khomri, abrogation de la loi permettant les accords dits « emplois – compétitivité », abrogation des réformes ferroviaires et hospitalières, des lois Macron, etc.

Ne restez pas isolés

A tous nos lecteurs qui partagent les préoccupations que nous venons d'exprimer, nous disons : ne restez pas isolés ! N'hésitez pas à prendre contact avec nous, à militer avec nous sous les formes que nous discuterons ensemble à égalité.

Comité de rédaction de La Commune,
8 mars 2017



Argentine

Le carnaval est terminé

Macri et Fillon sont bien de la même trempe. Fillon avait dit « si j'étais mis en examen (...) je ne pourrais pas être candidat ». Nous savons ce qu'il en est. Macri avait affirmé : « nous allons nous occuper de tout le monde, (...) Nous allons prendre soin des travailleurs qui existent déjà, mais surtout, produire une transformation pour que se multiplient les sources d'emplois ». Un an après : 200 000 emplois supprimés ; doublement de l'inflation à 40% ; factures d'électricité multipliées par 10 ; 1 million de personnes en plus sous le seuil de pauvreté.

Macri est arrivé au pouvoir fin 2015, promettant une gestion irréprochable, en rupture avec celle de l'ancienne présidente Kristina Kirchner. Mais depuis le 1er mars, il est encore dans le collimateur de la justice pour trafic d'influence et favoritisme vis-à-vis du groupe familial Macri. La compagnie aérienne colombienne Avianca aurait obtenu du gouvernement, l'autorisation d'exploiter 14 lignes intérieures et internationales après le rachat de la low cost Macair, propriété du Groupe Macri, au détriment de la compagnie nationale Aerolíneas Argentinas. Néanmoins, le président, fils du milliardaire Franco Macri, nie tout et, pour le coup, est obligé de promettre de nouvelles lois pour renforcer la transparence dans le pays.

«Revenons à zéro»

Macri est déjà éclaboussé par l'affaire des Panamas Papers, qui avait révélé que Macri possédait des comptes non déclarés à l'étranger. Il est aussi fortement soupçonné de conflit d'intérêt autour d'un accord conclu entre le gouvernement et le groupe Macri visant à renégocier une dette de plusieurs millions de dollars (datant de l'époque où la Poste argentine-Correo Argentino était propriété de ce groupe). Macri a été contraint de faire machine arrière pour éteindre le feu d'un nouveau scandale. En effet, après avoir accordé une généreuse remise de dette à une filiale du Groupe Macri, il a lancé : «*Revenons à zéro*»¹, lors d'une conférence de presse pour tenter de balayer les soupçons de corruption. Puis, lors d'un discours devant le Congrès pour l'ouverture de la nouvelle législature, Macri a menti : «*J'ai demandé au Bureau anti-corruption de créer un mécanisme de contrôle de mon action afin d'évacuer tout soupçon de conflit d'intérêt* »². En conséquence, des fissures apparaissent au sein du front qui protège Macri. Des secteurs de la bourgeoisie et les médias parlent « *de mensonges répétés* ».



Mauricio Macri

Un missile dans la population

Mais dans la rue, les affaires ont eu l'effet d'un tremblement de terre et ont fait monter la colère.

Une même réflexion commence à se propager : « Ils nous ont menti, ils nous font du mal, mieux vaut qu'ils partent ». Le carnaval est terminé. Dans la population, le rejet de Macri s'amplifie, les insultes contre lui sont courantes. Beaucoup de ses électeurs ne font plus confiance à un gouvernement arrivé au pouvoir après avoir fait campagne contre la corruption. En mars les travailleurs et le peuple seront dans la rue

- Lundi 6 mars, les enseignants vont ouvrir le feu pour leur salaire et l'école publique.

- Mardi 7 mars, la CGT est maintenant obligée d'appeler à des manifestations pour marquer une certaine distance avec le gouvernement. Le MST prépare activement cette semaine de mars pour aider les travailleurs à descendre dans la rue en masse, pour que s'affiche la rupture avec le gouvernement Macri. Le MST y sera présent pour mettre en avant la nécessité d'un combat indépendant, pour favoriser les luttes à la base et permettre que se constitue un **pôle syndical de classe, combatif et indépendant**.

- Mercredi 8 mars, les femmes vont manifester en masse pour la journée internationale, les chômeurs aussi pour défendre leurs droits.

Vers la réalisation d'un grand front de gauche

Le MST agit pour que la colère se transforme en une action positive. Il veut aider à descendre dans la rue, tous ceux qui veulent tourner le dos aux partis patronaux, ceux qui veulent se battre pour former un nouvel outil politique, leur donner un coup de main et leur faire connaître le front *Izquierda al frente* que le MST et le nouveau MAS impulsent et construisent ensemble.

« Entrez dans notre parti »

Présent partout dans le pays, le MST est au service de la lutte contre le gouvernement, les institutions et les patrons. Il invite le plus grand nombre à participer à ses réunions, à se joindre à la mobilisation en mars, à prendre des exemplaires de son journal *Alternativa Socialista*, à le distribuer et à participer pleinement au combat pour un gouvernement des travailleurs et du peuple, pour une Argentine socialiste.

Rémi Duteil,
5 mars 2017

1. Sources : AFP Argentine
2. <http://www.lanacion.com.ar/1988844-mauricio-macri-clave-mensaje-asamblea-legislativa>



Etat espagnol

Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias : affaires « Pujol », « Palau » et « 3% ». Ces scandales s'enchevêtrent avec les procès engagés contre les dirigeants du Parti Démocrate Européen de Catalogne (PDE Cat issu de CDC) qui proclament leur droit à décider par référendum de l'avenir de la Catalogne. Démêlons-en les enjeux.

L'affaire du Palau de la Música Catalana a révélé l'ampleur de la corruption véhiculée par *Convergència Democràtica de Catalunya* (CDC). L'ex-trésorier de CDC est l'un des accusés de ce procès.

La corruption frappe les nationalistes bourgeois catalans

Le procureur royal l'accuse de souscrire un « pacte criminel » avec une entreprise de construction grâce à laquelle cette institution culturelle aurait fourni des concessions de travaux publics ayant pour objet de financer ce parti. Les deux directeurs du Palau écoperaient ainsi de dizaines d'années de prison. Mais ils ont accepté de passer aux aveux afin de bénéficier d'une réduction de peine considérable : elle passerait de 27 à 2 ans. C'est ainsi que l'on a appris comment la bourgeoisie, en étroite liaison avec le parti de M. Pujol et de son successeur à la direction de CDC, Artur Mas, lui aussi rattrapé par une autre affaire de commissions illégales dite des « 3% », finançait son train de vie. Tout cela a eu d'autres conséquences. Selon le journal *El Mundo* : « la dérive indépendantiste de CDC coïncide avec l'escalade de corruption qui l'implique, ce qui a forcé sa refondation ». En effet, M. Mas a refondé CDC, devenue PDECat, et a démissionné de sa présidence ainsi que de celle de la Généralitat, aujourd'hui présidée par Carles Puigdemont.

Procès contre le PDECat pour désobéissance

Ces procès contre les dirigeants du PDECat et de la Généralitat, auxquels assiste aussi comme témoin M. Mas, mobilisent des milliers de manifestants souverainistes. La *Candidatura d'Unitat Popular* (CUP)¹ qui se revendique de la gauche extrême mais qui suit la feuille de route du PDECat et de *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) en faveur d'un référendum pour l'indépendance,



Carles Puigdemont

essaie à grand-peine de se démarquer de ces derniers et des affaires leur collant à la peau. La bourgeoisie, à commencer par l'ex-président, M. Pujol, ne parvient pas à se débarrasser de ces scandales à répétition qui font les choux gras de tous les médias de la monarchie - *El País* et *El Mundo* en tête.

La Catalogne, un « Danemark méditerranéen » ?

La monarchie tente pourtant de sauver la bourgeoisie puisque leur sort est inexorablement lié après une quarantaine d'années d'étroite collaboration que M. Mas essaye, pour sa part, de poursuivre. Il suit en effet une double stratégie comme le relève le journal *El País* : « agir comme indépendantiste mais tenter de maintenir en même temps des portes ouvertes au dialogue avec les institutions », comme il l'a fait dans la conférence tenue le 16 février à l'Université autonome de Madrid, pendant laquelle il a dit chercher des alternatives à son indépendantisme. « S'il y a quelque chose au milieu, l'État doit le proposer » puis il a insisté, « je ne dis pas le gouvernement, mais l'État ». Quelques jours plus tard, à Oxford, il a aussi signalé que la Catalogne prétendait devenir un « Danemark méditerranéen » et s'est limité à critiquer la position négative du gouvernement espagnol en contraste avec celle du gouvernement britannique qui a permis un référendum. Et la monarchie lui rend bien ses bonnes dispositions comme lors

de la visite du roi Felipe VI au Mobile World Congress de Barcelone, où celui-ci était accompagné de la vice-présidente du gouvernement et flanqué des dirigeants de la Généralitat, convolant tous ensemble. Ils ne trompent donc personne.

Rien de bien nouveau : pendant la Seconde République espagnole (1931-1939), la bourgeoisie au pouvoir jouait avec les mots « indépendance », « fédération », « confédération » et leur intérêt, hier et aujourd'hui, les menait à collaborer de même.

Plus à gauche de l'échiquier politique catalan, Ada Colau, maire de Barcelone², se dresse contre les revendications des travailleurs des transports municipaux et de l'hôtellerie.

La CUP, tout en se réclamant de la gauche de la gauche, ne se distingue que par son discours très « radical », mais collabore avec le gouvernement de la Généralitat en soutenant son budget anti-ouvrier et sa feuille de route.

Dans ces conditions, la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même pour satisfaire ses revendications, par les moyens de la lutte des classes, arrachant du même coup l'indépendance pour tous les peuples de l'État-prison espagnol.

A bas la monarchie ! Républiques ! Union de républiques libres de la péninsule ibérique !

Domingo Blaya,
8 mars 2017

1. Candidature d'unité populaire (CUP) (en catalan : Candidatura d'Unitat Popular), est un parti politique catalan de la gauche radicale qui se veut indépendantiste.

2. Rappel : issue de la mouvance des « indignés », Ada Colau a été élue maire le 13 juin 2015 grâce au soutien de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC) et du Parti des socialistes de Catalogne (PSC).

Palestine

L'apartheid sioniste appliqué à la justice

L'intifada dite des couteaux a coûté la vie à 200 Palestiniens. Le 24 mars 2016, l'un d'eux a été achevé à terre par un soldat franco-israélien. En janvier 2017, la justice a condamné ce dernier à une peine ridicule, ouvrant ainsi la porte à d'autres exécutions sommaires. En février 2017, un militant palestinien qui a déjà passé 36 ans en prison, a été condamné à la détention à vie plus dix-huit ans. Les grandes « démocraties » restent, elles, silencieuses.

Le jeudi 24 mars 2016, deux résistants palestiniens attaquent des soldats israéliens à Hébron en Cisjordanie occupée. Résultat de cette attaque aux couteaux contre armes lourdes : l'un des deux Palestiniens est tué et l'autre, blessé, tombe à terre. Ce dernier est alors hors d'état de nuire. Néanmoins, le sergent Elor Azaria, franco-israélien, charge son arme et abat froidement Abdel Fattah Al-Sharif, 21 ans, d'une balle dans la tête. Le tout en présence de complices armés et indifférents.



Une scène abjecte pour les uns, banale pour les autres

La scène aurait pu être oubliée, mais un habitant filme tout le déroulement de l'assassinat. Non seulement l'assassinat lâche de Abdel est en lui-même abject, mais ce qui se déroule autour du lieu de l'exécution renforce ce dégoût. La vidéo montre d'abord Abdel blessé et gisant au sol, alors que des dizaines de soldats et de colons se tiennent près de lui en train de bavarder entre eux et de prendre des photos. Les médecins sont sur les lieux et ne tiennent pas compte du blessé palestinien. Aucun des Israéliens présents ne semble surpris, ils continuent leurs discussions comme si de rien n'était.

18 mois de prison pour avoir abattu un Palestinien blessé et gisant au sol

L'armée sioniste, dans un premier temps, annonce dans un rapport laconique la mort de deux Palestiniens abattus après avoir grièvement blessé un soldat de Tsahal. Mais la vidéo relatant le crime est déjà sur les réseaux sociaux, elle est entre les mains du mouvement israélien de défense des droits de l'homme : *B'tselem*. L'armée est obligée d'annoncer le placement en détention de l'assassin et l'ouverture d'une enquête. Le verdict est rendu le

mercredi 4 janvier 2017. L'assassin, Elor Azaria, est condamné à 18 mois de prison, dont il fait appel. Selon un sondage, 69 % de l'opinion publique israélienne est pour l'octroi de la grâce et 56 % trouve sa peine trop sévère. La classe politique est du même avis et en premier lieu, le criminel de guerre, Benyamin Néanyahu, ainsi que nombre de ministres de ce gouvernement. Face à la réaction du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, dénonçant une caricature de procès, Avigdor Lieberman (ministre israélien de la Défense) répond : « une balle tirée par Azaria sur un terroriste est plus grave que les millions de balles tirées en Syrie... le Haut-Commissariat aux droits de l'homme n'est en fait que le Haut-Commissariat pour la haine d'Israël. »

La perpétuité +18 ans de prison pour avoir résisté en arme à la colonisation illégale

Juin 2014 : Nael Barghouti, libéré en 2011 dans le cadre d'échange de prisonniers après avoir passé 36 ans de sa vie en prison, est ré-arrêté par les forces d'occupation en même temps que des dizaines d'anciens prisonniers libérés en application de l'ordre d'échange. Tsahal agit sur l'ordre 1651 permettant d'arrêter n'importe quel Palestinien sur « preuves secrètes » détenues par une commission militaire. Soixante des prisonniers ont vu leur peine initiale rétablie. Barghouti est

lui condamné à 30 mois de prison. Le 17 décembre 2016, la peine est arrivée à expiration mais la liberté lui a été refusée. Sur la base d'un appel déposé par l'accusation (militaire), la peine initiale de Nael Barghouti de détention à vie a été réactivée le 22 février 2017, avec un bonus de 18 ans d'emprisonnement pour sa participation à un commando du Fatah qui avait tué un colon de la colonie illégale d'Halamish en Cisjordanie.

Deux poids, deux mesures

Dix-huit mois de prison pour le meurtre d'un Palestinien, dix-huit ans de prison pour la mort d'un colon, voilà de quoi est capable la « justice » israélienne. Le projet politique de l'État sioniste est clair : liquider physiquement toutes celles et tous ceux qui se mettent en travers de la construction du grand Israël si cher au cœur des sionistes. Ce génocide annoncé est soutenu par le silence des pays occidentaux : en France, pas un mot de l'État sur le crime perpétré par un de ses ressortissants ; les BHL, Dray et Meyer Habib, soutiens sans faille à l'État sioniste, continuent de vomir leurs litanies sur Israël agressé et sur la virginité de son armée. Le gouvernement français est complice par son silence assourdissant.

Seules la mobilisation et la solidarité internationales toujours plus large payeront : justice pour Abdel Fattah Al-Sharif et Nael Barghouti.

Par la mobilisation et la solidarité internationales, nous pourrons apporter le soutien dont le peuple palestinien et tous ceux qui combattent le sionisme en Israël ont besoin.

C'est l'affaire de tout le mouvement ouvrier et démocratique du monde entier.

**Francis Charpentier,
7 mars 2017**

La Commune

Pour un Parti des Travailleurs
www.lacommune.org

SAUVONS LES HOPITAUX !

Pour un appel uni à la population

Depuis deux ans, les personnels hospitaliers et leurs syndicats CGT FO SUD combattent pied à pied les « réformes », « plans » et leurs conséquences terribles pour l'ensemble des personnels et des patients. Les gouvernants et technocrates, de gauche comme de droite, au service de l'Union européenne et des patrons, s'en prennent aux hôpitaux. Ils cherchent à susciter un « marché de la Santé » et transformer les hôpitaux en « centres de profits ». Ils s'acharnent à réduire les dépenses de santé.

Les conséquences de ces méfaits sont une CATASTROPHE SANITAIRE

- Personnels soumis à des horaires déréglés et exposés à la violence dans leurs services
- Management infernal qui détruit la vie des femmes et des hommes au travail
- Patients mis en danger par la pénurie flagrante d'effectifs

Résultat : 21 000 morts de la grippe cet hiver !

Le « bilan » de l'épidémie de grippe de cet hiver est plus effrayant encore que ne le fut le bilan de la canicule en 2003 (15 000 morts –tollé général- démission du ministre de la Santé). Ce bilan est établi par l'organisme officiel Santé Publique France : « Epidémie de grippe à virus A (H3N2) sévère chez les personnes âgées – Excès de mortalité toutes causes estimé à 21 000 décès depuis le début de l'épidémie, essentiellement chez les personnes âgées ».

[<http://invs.santepubliquefrance.fr/Dossiers-thematiques/Maladies-infectieuses/Maladies-a-prevention-vaccinale/Grippe/Grippe-generalites/Donnees-de-surveillance/Bulletin-epidemiologique-grippe-semaine-8.-Saison-2016-2017>]

PAS UNE SUPPRESSION DE POSTE – PAS UNE FERMETURE DE LITS

Le manque criant de personnel et de lits n'arrête pas le bras des casseurs des Hôpitaux. Le bilan terrible de la grippe ne les désarme pas. Comme si cela ne leur suffisait pas, à Touraine – Hirsch, ils programment 22 000 suppressions de poste et 16 000 suppressions de lit en 2017.

Ces décisions sont tout simplement criminelles

Nous attendons donc des fédérations CGT FO SUD, aux confédérations et unions syndicales CGT FO Solidaires qu'elles en appellent, **dans l'urgence**, à la population, dans les gares, sur les marchés, aux portes des entreprises, afin d'organiser localement et nationalement la défense des hôpitaux, la défense de la santé de tous.

ANNULATION DES 22 000 SUPPRESSIONS DE POSTES ET DES 16000 SUPPRESSIONS DE LITS, EN TOUTE URGENCE

Dans l'unité des salariés et de la population, cette exigence peut être arrachée, elle doit être arrachée dans le combat pour l'abrogation des lois Bachelot-Touraine, pour la suppression des GHT et de la T2A, pour un plan de création d'emplois à hauteur des besoins et la titularisation de tous les précaires.

Le 7 mars 2017

Centenaire de la révolution de Février

Quand le prolétariat écrit l'histoire

Dans la triste époque que nous traversons, il devient indispensable de nous réapproprier les leçons du passé et en particulier, les enseignements de la révolution en Russie, en 1917 dont le centenaire n'est guère célébré chez Poutine. Tout ce que contient comme leçon de choses la révolution russe revient fort à propos dans la période actuelle : une V^e République, aux portes de l'effondrement en 2017, tel le régime tsariste en fin de course en 1917.

Le vieil empire russe avait la particularité de porter en lui un régime féodal sans exemple comparable dans l'Europe d'alors. En son sein, une bourgeoisie débile, sorte de « classe éprouvette » née avec une industrie constituée à coups d'injections de crédits des banques et trusts d'Occident, avait surgi artificiellement. Pour mémoire : les bourgeoisies anglaise, française ou allemande avaient profité des révolutions pour se substituer à la noblesse ou cohabiter avec elle, tout en détenant le pouvoir politique. Mais, pour la bourgeoisie russe, il était trop tard.

Les peuples ne veulent plus vivre comme avant

La bourgeoisie russe était incapable de s'affranchir du cadre de l'État tsariste. La terrible guerre impérialiste mondiale a alors créé un terreau propice à l'effondrement du maillon le plus faible des États belligérants, l'autocratie de Nicolas II. Nul, pas même Lénine, ne pouvait annoncer quel événement mettrait le feu aux poudres. Après trois ans de guerre, de privations, de multiplication des orphelins, des souffrances en croissance exponentielle, les peuples soumis au fouet ne veulent plus vivre comme avant et le gouvernement tsariste ne peut plus diriger comme avant.

Les femmes-travailleuses entrent en scène

A partir du 23 février (calendrier julien : 8 mars, de nos jours), des femmes travailleuses du textile, prolétaires doublement exploitées comme ouvrières et comme épouses, réclament le retour de leurs hommes, de leurs fils, de leurs frères, une reconnaissance de leurs droits et un salaire plus élevé. C'est l'exaspération et la lassitude dues aux privations et aux drames engendrés par la guerre qui les a fait descendre dans la



Alexander Kerenski et le prince Lvov

ruie et « poser l'outil », et en aucun cas un « chef d'orchestre ».

En huit jours, le régime aux abois s'effondre et le tsar abdique. Les bolcheviks vont jouer un rôle décisif parce que la chute du tsar n'était pas celle de toutes les classes ennemies et qu'ils seront les seuls à exprimer clairement leur volonté de combattre non seulement le tsarisme, la noblesse et le clergé, mais aussi la bourgeoisie.

Double pouvoir

En effet, quand le gouvernement provisoire du prince Lvov, allié au menchevik Kerenski (Mencheviks : sociaux-démocrates liés à la Deuxième Internationale) s'installe, il est déjà concurrencé par l'émergence d'un autre pouvoir : dans les grandes usines de la ceinture industrielle de Petrograd, comme Poutilov, les travailleurs élisent des délégués révocables constituant les premiers Soviets (comités ou conseils ouvriers), rejoints par des soldats, prolétaires en uniforme. Il s'est ainsi créé un double pouvoir : le vieux pouvoir, incarné par la Douma (parlement) et le gouvernement Kerenski, d'une part, et, les Soviets, d'autre part. Dans un premier temps, l'influence des mencheviks, qui ont dans leurs rangs des intellectuels de renom et des orateurs rompus aux joutes verbales de la Douma d'Empire, se fait sentir dans la composition des délégués des Soviets. Cependant, les députés de la défunte

Douma et les membres du gouvernement provisoire se cramponnent autour de la poursuite des engagements auprès de la Triple Entente¹ pour continuer la guerre impérialiste. Le gouvernement provisoire entend bien défendre les privilèges, la grande propriété terrienne des nobles, du clergé, de la bourgeoisie « industrielle » et des trusts étrangers.

Ne pas céder sur les revendications du peuple

L'impact de la révolution de Février se répercute cependant inévitablement dans l'armée où les désertions se multiplient, avec la conscience croissante pour les soldats du rang que cette guerre n'est pas la leur. L'exemple de leurs frères d'armes refusant de tirer sur les manifestantes et retournant leurs armes contre les officiers, fait boule de neige.

Dans ces conditions, Lénine et les dirigeants bolcheviks n'ont pas cédé sur les revendications du peuple, en martelant qu'il fallait cesser la guerre et rompre avec la bourgeoisie. C'est ainsi que « Février » a été le prologue d' « Octobre ». C'est sur cette ligne que les bolcheviks ont pu aider les masses à chasser leurs oppresseurs. C'est cette leçon que nous devons nous réapproprier pour œuvrer à la construction du grand parti de classe, aujourd'hui indispensable pour en finir avec le capitalisme et ses complices.

Zdenek Zavladil,
4 mars 2017.

1. La Triple-Entente est l'alliance militaire de la France, du Royaume-Uni et de la Russie impériale.

Formation - théorie : Le marxisme face au stalinisme (VI)

Victoire de la bureaucratie et défaites révolutionnaires

1926 - 1928

La politique extérieure est, en général, la continuation de la politique intérieure. La politique intérieure de la jeunesse soviétique se fonde sur « la construction du socialisme dans un seul pays », laquelle implique « la coexistence pacifique » avec le monde capitaliste. La « construction du socialisme » commence, selon le mot de Boukharine, « à pas de tortue ». Ainsi se réunissent les conditions de la victoire de la bureaucratie...

En 1928, la bureaucratie compte 4 millions de « fonctionnaires » (sous le tsar : 600 000) Cette véritable « excroissance purulente » (selon l'expression de Trotsky) s'est greffée sur une situation objectivement épouvantable en 1921, lorsque la guerre civile s'est calmée :

- Entre 1914 et 1921 : 13,5 millions de morts dont 7 millions de la famine ;
- En 1921 : la production industrielle a chuté à 20% de son niveau d'avant 1914 et pour l'acier à 2,4% ;
- Entre 1919 et 1921, sous les coups de la guerre des armées blanches et des interventions militaires directes ou indirectes des grandes puissances, le nombre d'ouvriers d'industrie chute de 3 millions à 500 000 travailleurs puis, en 1921, « remonte » à 1,5 million.

Alliances contre nature à l'intérieur

Pour stopper l'hémorragie, les bolcheviks avaient donc eu recours à la NEP, permettant la renaissance d'une économie de marché, de façon temporaire, les secteurs clés demeurant propriété de l'Etat, l'Etat détenant le monopole du commerce extérieur. Apparurent alors les Nepmen (gros commerçants et intermédiaires) aux côtés des Koulaks (paysans aisés). Dans notre exposé précédent, nous avons vu que Staline et Boukharine, placés avec Zinoviev à la tête du parti et de l'Etat, avaient scellé l'alliance entre Koulak-Nepmen et bureaucratie montante. En 1927, l'opposition de gauche menée par Trotsky puis l'opposition unifiée avec Zinoviev fut vaincue par les pires méthodes bureaucratiques. Zinoviev capitula.

Cela n'alla pas sans répercussions internationales. L'Internationale communiste était devenue un instrument de la fraction stalinienne. Cette fraction stalinienne était alors d'autant mieux organisée qu'elle était secrète, elle représentait directement les intérêts de la bureaucratie. C'est cette fraction qui dicta la politique à suivre dans tous les autres pays du monde. Cette politique « externe » trouva



Grigori Zinoviev

son expression la plus achevée en Chine et en Angleterre.

Alliances contre nature à l'extérieur

En Chine, Staline ordonna l'alignement des communistes sur le *Kuo Ming Tang* (KMT), mouvement nationaliste bourgeois en lutte contre « les seigneurs de la guerre », faction féodale à la solde des grandes puissances impérialistes.

En Angleterre, Staline s'accorda avec les dirigeants des *TUC* (*Trade union congress*, syndicats britanniques) dans le dos des travailleurs.

Les conséquences de ces « manœuvres » furent terribles.

En Chine, le *KMT* – après avoir accepté l'aide économique et matérielle de l'URSS – se retourna contre les communistes, les ouvriers et les paysans pauvres et les écrasèrent de façon barbare.

En Angleterre, après avoir joué la comédie du « comité anglo-russe », les chefs syndicaux entravèrent le mouvement vers la grève générale. Les grèves furent violemment réprimées et défaites.

Staline, organisateur de défaites

Ainsi la direction stalinienne était devenue un organisateur de défaites, au prix de l'isolement de l'URSS. A ce moment-là, Trotsky ne parlera pas encore de trahison au compte de l'impérialisme. Mais ces errements ne sont pas comparables aux erreurs qui avaient provoqué le

grand fiasco de l'insurrection en octobre 1923 en Allemagne. Le stalinisme en voie de cristallisation se présente désormais, selon Trotsky, comme un « système d'erreurs », remplaçant la stratégie révolutionnaire par une série de manœuvres sans aucune visée à long terme. Et pour cause, la seule fin est alors « le socialisme dans un seul pays » coexistant avec les rapaces impérialistes.

Un système d'erreurs

Ce système d'erreurs rompt avec la position défendue par Lénine devant le second congrès de l'Internationale communiste (1922) : « *L'Internationale Communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire* ».

L'unité avec le *KMT* en Chine face à l'impérialisme et ses séides était indispensable, à la condition expresse que le parti communiste et la classe ouvrière puissent garder leur totale indépendance. Au lieu de quoi, Staline inventa la théorie du « bloc des 4 classes » en Chine (ouvriers, paysans, petite bourgeoisie, bourgeoisie nationale) pour imposer l'alignement complet des communistes chinois sur ses dirigeants et leurs desseins propres.

Daniel Petri,
5 mars 2017

Sources :

- cahier GER n°6 « Le stalinisme - Dégénérescence de l'URSS et de l'Internationale communiste » (organisation communiste internationale – années 1970)

- Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales, II^e Congrès de l'I.C., Juillet 1920 https://www.marxists.org/francais/inter-com/1920/ic2_19200700f.htm

- L'Internationale communiste après Lénine – Léon Trotsky <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ical/ical.html>

La Commune

N° 115 (nouvelle série)

N° 172 (ancienne série)

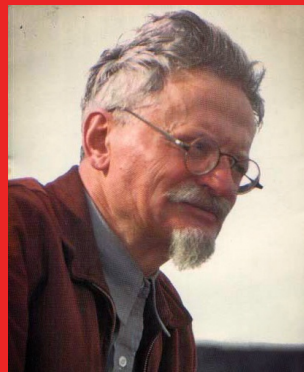
Fondateur : Pedro Carrasquedo †
(directeur de publication 1992 - 2015)

Rédacteur en chef : Daniel Petri

Comité de rédaction : Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Ada Degert, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

Directeur de publication :

Jean-Baptiste Carrier



Léon Trotsky

Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

*
* * *

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV^e Internationale.

« Avant les grands combats, un révolutionnaire ne demande pas ce qui se passera en cas d'échec, il demande comment faire pour que cela réussisse. Cela est possible, cela est réalisable, par conséquent cela doit être fait. »

Léon Trotsky,
Œuvres, Janvier 1932.